



Eric Andrieu
José Bové
Membres du Parlement Européen

Le 1^{er} décembre 2016

Madame la Ministre de l'Environnement,
Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

Plusieurs troupeaux de brebis du Sud-Aveyron ont subis ces derniers jours des attaques, vraisemblablement causées par le loup. Des dizaines de brebis ont été tuées, de nombreuses autres sont blessées. Et des impacts collatéraux sur les élevages sont encore à prévoir que l'indemnisation de l'Etat ne couvrira pas : stress des paysans, stress du troupeaux et possibles avortements, nécessaire renouvellement du troupeau suite aux pertes, etc.

Nombres des fermes victimes n'en sont pas à leur première attaque, mais ne peuvent se résoudre à s'installer dans la peur du prédateur. Les répétitions semblent pourtant sans limite.

Les éleveurs dénoncent, à juste titre, des procédures de constat opaques : ils n'ont pas accès au double du constat établi par l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage suite aux attaques, aux résultats d'analyse ADN, aux vidéo-surveillance installées et peinent à obtenir des réponses. Et à la difficulté de soigner un troupeau blessé, s'ajoute l'incompréhension et la colère face à la rétention d'information de l'administration.

Le plafond de prélèvement autorisés, 36 loups jusqu'au 30 juin 2017, a déjà été atteint. Il n'est donc absolument pas suffisant, d'autant qu'il ne représente que 10% des loups présents sur le territoire, alors que leur accroissement naturel est de 20% par an. Il doit donc être renforcé d'urgence, et nous vous demandons de prendre de nouvelles dérogations.

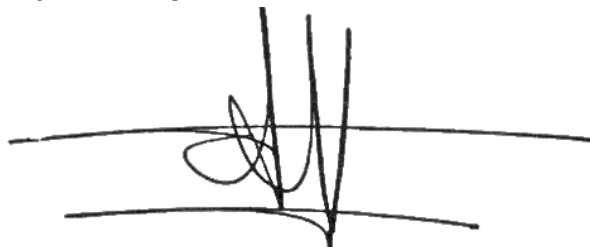
Le loup, toujours protégé en France, gagne du terrain, s'installe dans de nombreux territoires. Il s'attaque à des troupeaux de plein air, à des élevages installés dans des milieux difficiles. Le pâturage dans ces zones contribue pourtant au maintien de paysages ouverts et à la biodiversité cultivée.

L'agriculture industrielle n'a rien à craindre du loup, c'est bien l'agriculture de qualité et paysanne qui est encore mise à mal. Ce sont ces outils de travail que nous vous demandons

aujourd'hui de défendre. L'Etat doit permettre aux éleveurs et bergers de pratiquer leur métier dignement.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Eric ANDRIEU

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'E' and 'A' intertwined, with a horizontal line crossing through the middle and another horizontal line below it.

José BOVÉ

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'J' and 'B' with a horizontal line underneath.